



Les manifestants réclament la fin de la casse sociale.

Hier matin, à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, plusieurs centaines de personnes ont défilé dans les rues de la préfecture indrienne pour réclamer la fin de la casse du modèle social français.

Fonction publique et salariés du privé unis contre la casse sociale

Hier matin, sous un soleil presque printanier, 500 personnes ont défilé à l'appel des syndicats FO, FSU, CGT et Sud. Enseignants, agents du conseil départemental, des centres hospitaliers d'Issoudun et Châteauroux, sapeurs-pompiers, salariés de l'industrie, d'Armatis,... ont dénoncé la casse du service public et leur privatisation. Au cœur des revendications, la question du modèle social français, mis à mal par la politique libérale menée par le gouvernement : réduction des enveloppes budgétaires, délégitimation des missions publiques au secteur privé, diminution des droits et disparition des acquis sociaux,... N'en jetez plus, la coupe est pleine.

« Depuis un an, le code du travail a été réformé, facilitant un peu plus la précarisation du travail, souligne Raphaël Tripon (FSU). Ce gouvernement souhaite voir disparaître le statut du fonctionnaire mais il y a pire. Dans l'Éducation nationale, le ministre Blanquer souhaite museler toute contestation de ses mesures en l'inscrivant dans la loi, la fameuse exemplarité du fonctionnaire et son devoir de réserve. Nous vivons actuellement un revirement de l'histoire offrant une image rétrograde de l'école et laissant transpirer les fantômes des fonctionnaires sous l'occupation. Sous couvert de modernité, le gouvernement souhaite supprimer bon

nombre de services publics de proximité. »

En blouses blanches, les infirmières et les aides-soignantes dénoncent elles aussi la même logique. Les conditions de travail continuent de se dégrader et il y a un manque de médecins. « Le personnel s'en va », constate l'une d'elles, dépitée. Dans le privé, la situation n'est guère mieux. À Hydroalu par exemple, les ouvriers demandent l'arrêt des heures supplémentaires obligatoires.

La FSU appelle déjà à un rassemblement le 30 mars à 10 h place Sainte-Hélène à Châteauroux contre la loi « école de la confiance ».